
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 99 — 2228

[C — 99/11140]

20 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1993 fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté royal, que nous avons l'honneur de présenter à Votre Majesté, a pour objet de modifier l'arrêté royal du 11 janvier 1993 fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires

Cet arrêté royal doit être adapté en raison de la modification de la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire. En effet, la méthode de variation proportionnelle du taux d'intérêt (nouveau taux = taux initial — nouvel indice : indice initial) est supprimée au profit d'une variation "par quantités égales" (nouveau taux = taux d'intérêt initial augmenté de la différence entre les indices de référence nouveau et initial). Le nouveau taux est donc égal au nouvel indice augmenté de la différence entre les taux et indice initiaux : on peut dire que cette seconde différence constitue une marge fixe. Aucun problème ne se posait précédemment pour appliquer une règle de trois à des taux d'intérêt mensuels et à des indices calculés sur base annuelle. Avec la formule de marge fixe, il n'est évidemment pas concevable, pour calculer un taux d'intérêt mensuel, d'augmenter un indice calculé sur une base annuelle d'une marge mensuelle. Il est donc nécessaire d'établir une règle de conversion : c'est l'objet de l'article 2, § 4 nouveau.

De plus, il est proposé quelques adaptations ayant pour but d'améliorer le rendement de la variabilité par le biais des indices de référence.

Ces améliorations se situent sur deux plans :

1° sur le plan du temps écoulé entre les notations des coefficients de rendement qui sont à la base du calcul de l'indice et l'instant de l'utilisation de cet indice pour le calcul du nouveau taux d'intérêt;

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 99 — 2228

[C — 99/11140]

20 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot vaststelling van de referentie-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het bijgevoegde ontwerp van koninklijk besluit dat wij de eer hebben voor te leggen aan Uwe Majesteit heeft tot doel het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot vaststelling van de referentie-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten te wijzigen

Dit koninklijk besluit is aan aanpassing toe omwille van de wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet. Inderdaad, de verhoudingsgewijze verandering van de rentevoet (nieuwe rentevoet = oorspronkelijke rentevoet — nieuwe index : oorspronkelijke index) wordt afgeschaft ten voordele van een verandering met dezelfde hoeveelheid (nieuwe rentevoet = oorspronkelijke rentevoet vermeerderd met het verschil tussen de nieuwe en de oorspronkelijke index). De nieuwe rentevoet is met andere woorden gelijk aan de nieuwe index vermeerderd met het verschil tussen de oorspronkelijke rentevoet en index : men kan zeggen dat dit tweede verschil een vaste marge uitmaakt. Vroeger stelde zich geen probleem om een regel van drie toe te passen op maandrentevoeten en indexen berekend op jaarbasis. Met de formule van de vaste marge gaat het natuurlijk niet op, voor de berekening van een maandrentevoet de index op jaarbasis te verhogen met een marge op maandbasis. Er moet dus een omzettingregel komen : dat is het voorwerp van het nieuwe artikel 2, § 4.

Daarnaast worden nog enige aanpassingen voorgesteld die tot doel hebben het rendement van de veranderlijkheid door middel van referentie-indexen te verbeteren.

Deze verbeteringen doen zich voor op twee vlakken :

1° op het vlak van het tijdsverloop tussen de noteringen van de rendementscoëfficiënten die aan de basis liggen van de indexen en het ogenblik van gebruik van de index voor de berekening van de nieuwe rentevoet;

2° sur le plan de la méthode employée pour le calcul des indices, sur base des coefficients de rendement.

Les indices sont publiés au *Moniteur belge* depuis novembre 1992. L'expérience a démontré que la "période prise en compte" depuis le début des observations des notations jusqu'au moment où l'indice peut être utilisé est beaucoup trop longue. En effet, un indice utilisé au mois de juillet est calculé à l'aide d'observations entamées le 16 mars. Afin de raccourcir ce délai, il est proposé d'abord, de réduire à un mois la période sur laquelle la moyenne est calculée; ceci est d'autant plus justifié que le rendement de valeurs à long terme (indices B à E) est moins soumis à des fluctuations incontrôlées que celui de valeurs ayant une durée résiduelle plus courte (indice A).

Le temps s'écoulant entre la fin des observations et le moment de l'utilisation de l'indice est, également raccourci de trois semaines, du fait notamment de la prise en charge de la publication par le Fonds des Rentes de la Banque Nationale elle-même, cette publication ne transitant plus par l'Office de Contrôle des Assurances.

Dans son ensemble, la "période prise en compte" est donc raccourcie de presque deux mois, une correction qui n'augmente pas pour autant le rendement mais permet de suivre ce rendement de plus près : un indice utilisé au mois de juillet sera calculé dorénavant sur base de coefficients de rendement notés à partir du 10 mai.

Une autre amélioration, qui a pour conséquence de rendre un indice plus représentatif et donc d'optimiser le rendement d'un portefeuille hypothécaire, consiste à remplacer la méthode actuelle de détermination des coefficients de rendement par un système plus scientifique.

Une petite explication : un indice est calculé comme étant la moyenne d'une série de notations de coefficients de rendement concernant des effets ayant tous une même durée résiduelle. Ainsi l'indice C est issu des obligations linéaires ayant une durée résiduelle de 3 ans. Du moins devrait-il en être ainsi, mais ceci est impossible en pratique. C'est pourquoi, il est tenu compte des obligations d'une durée résiduelle avoisinant 3 ans et, si celles-ci ne sont pas disponibles, il est procédé à une interpolation avec celles ayant les durées résiduelles les plus proches.

Cette méthode de travail très simple ne tient pas compte du fait que le rendement d'une obligation ayant une durée résiduelle de trois ans tout juste est différent de celui d'une obligation dont la durée résiduelle est de trois ans et quelques mois (ou presque trois ans).

Cette proposition peut donc sembler justifiée lorsque la différence est d'une ou de quelques semaines, mais ne l'est plus lorsque cette différence dépasse quelques mois.

C'est pourquoi une méthode a été recherchée avec le Fonds des Rentes, méthode pour laquelle est prise en compte la durée résiduelle réelle de l'obligation afin de déduire les coefficients de rendement des périodes intermédiaires de 2, 3, 4 et 5 ans.

Pour atteindre cet objectif, on trace une courbe de rendement, basée sur des observations déterminées, et sur laquelle sont reportées les périodes souhaitées. Les coefficients qui sont trouvés alors sont notés journalièrement par le Fonds : leur moyenne sur un mois fournit un indice.

Par ailleurs, l'article 2 du projet étend la liste des indices aux indices F, G, H, I et J lesquels se rapportent aux périodes de variation respectivement de 6, 7, 8, 9 et 10 ans. Dès lors, un prêt de 18 ans avec une seule variation après 10 ans stipulera l'indice H. En effet, la modification de la loi ne permet plus aux prêteurs et emprunteurs de choisir dans la liste des indices de référence, mais elle les oblige à prendre cet indice qui correspond avec la période pour laquelle le taux d'intérêt sera calculé.

De plus, l'article 2 de l'arrêté royal de 1993 est adapté pour le rendre d'application aux contrats stipulés dans l'unité monétaire euro. L'article 3 s'appliquera alors aux unités monétaires autres que le bef, le luf ou l'euro, de sorte que, jusqu'au 1^{er} janvier 2002, les parties contractantes ont la possibilité, si elle souhaitent aligner le taux d'intérêt sur, par exemple, le dem, de libeller le capital en dem, ce qui leur permet de fixer dans le contrat un indice qui satisfait aux critères figurant à l'article 3.

Après le 1^{er} janvier 2002, cette faculté contractuelle n'existera plus : il sera dès lors opportun de remplacer les articles 2 et 3 de l'arrêté royal par un autre procédé, dont les modalités ne sont pas encore connues à ce jour. Il sera alors peut-être nécessaire de recourir au rendement d'obligations négociables dans la zone euro sans distinction d'origine, avec un usage éventuel de coefficients de conversion.

2° op het vlak van de methode aangewend voor de berekening van de indexen, vertrekkende van de rendementscoëfficiënten.

De indexen worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* sinds november 1992. De ervaring heeft aangetoond dat de "terugkijkperiode" vanaf het begin van de waarnemingen van de noteringen tot het ogenblik waarop de index kan gebruikt worden, veel te lang is. Inderdaad, een index die gebruikt wordt in juli is berekend aan de hand van waarnemingen die beginnen op 16 maart. Om dit in te korten wordt voorgesteld, enerzijds, de periode waarover het gemiddelde berekend wordt, te herleiden tot 1 maand hetgeen overigens gerechtvaardigd is daar het rendement van lange-termijnwaarden (indexen B tot E) minder onderhevig is aan ongecontroleerde schommelingen dan dat van waarden met een kleine restduur (index A).

De tijd tussen het einde van de waarnemingen en het ogenblik van gebruik van de index wordt eveneens ingekort met drie weken, mede doordat het Rentenfonds van de Nationale Bank zelf zorgt voor de publicatie in het Staatsblad, dit in plaats van via de Controledienst voor de Verzekeringen te transiteren.

In haar geheel wordt de "terugkijkperiode" dus ingekort met bijna twee maanden, een verbetering die daarom niet het rendement verhoogt, maar wel toelaat dat rendement beter te volgen : een index gebruikt in juli zal in de toekomst berekend worden op basis van rendementscoëfficiënten opgetekend vanaf 10 mei.

Een andere verbetering die tot gevolg heeft dat een index meer representatief wordt, en die dus het rendement van een portefeuille hypothécaire kredieten verbetert, bestaat erin de vroegere werkwijze om een rendementscoëfficiënt te bepalen, te vervangen door een meer wetenschappelijk verantwoord systeem.

Enige toelichting : een index wordt berekend als gemiddelde van een aantal noteringen van rendementscoëfficiënten van effecten die alle eenzelfde residuele looptijd hebben. Zo spruit index C voort uit de lineaire obligaties met restduur 3 jaar, tenminste zo zou het moeten, maar in de praktijk is dat onmogelijk. Daarom wordt uitgekeken naar obligaties met een restduur in de buurt van 3 jaar en als die niet voorradig zijn, wordt er geïnterpoleerd tussen nevenliggende jaren.

In deze eenvoudige werkwijze wordt geen rekening gehouden met het feit dat het rendement van een obligatie met residuele looptijd van juist drie jaar verschillend is van dat van een obligatie met restduur drie jaar en enige maanden (of bijna drie jaar).

Deze voorstelling kan dan wel verantwoord zijn wanneer het slechts om één of een paar weken verschil gaat, maar zij is het niet meer wanneer dat verschil groter wordt dan een paar maanden.

Daarom werd met het Rentenfonds uitgekeken naar een methode waarbij de werkelijke restduur van de obligatie in aanmerking genomen wordt om de rendementscoëfficiënten van de tussenliggende ogenblikken 2, 3, 4 en 5 jaar af te leiden.

Om dit te bereiken wordt een rendementscurve aangelegd, vertrekkende van bepaalde waarnemingen, waarop de gewenste ogenblikken uitgezet worden. De coëfficiënten die dan gevonden worden, worden dagelijks opgetekend door het Fonds : hun gemiddelde over een maand levert een index op.

Overigens wordt door artikel 2 van het ontwerp de lijst van de indexen uitgebreid tot de indexen F, G, H, I en J die staan voor periodes van verandering van respectievelijk 6, 7, 8, 9 en 10 jaar. Een lening van 18 jaar met een enkele verandering na 10 jaar zal dan index H bedingen. Inderdaad, door de wetswijziging is het de kredietgevers en -nemers niet meer mogelijk nog te kiezen uit de lijst van referte-indexen, maar moeten zij die index nemen die overeenstemt met de periode waarvoor de rentevoet zal berekend worden.

Ook wordt artikel 2 van het koninklijk besluit van 1993 aangepast om het van toepassing te maken op de contracten opgesteld in de munteenheid euro en wordt artikel 3 van toepassing gemaakt op andere muntenheden dan bef, luf of euro. Zo hebben, tot 1 januari 2002, de contractanten de mogelijkheid, indien ze wensen de rentevoet te doen aanleunen bij de dem bijvoorbeeld, het kapitaal uit te drukken in dem, waardoor ze in het contract een index vastleggen die voldoet aan de criteria vermeld in artikel 3.

Na 1 januari 2002 bestaat die contractuele mogelijkheid niet meer : dan zal het wenselijk zijn de artikelen 2 en 3 van het koninklijk besluit te vervangen door een ander procédé waarvan de modaliteiten tot nog toe niet gekend zijn. Het zal dan misschien nodig zijn om een beroep te doen op het rendement van obligaties verhandelbaar binnen de Eurozone zonder onderscheid van herkomst met eventueel gebruik van omzettingcoëfficiënten.

Enfin, au regard de l'introduction de dispositions légales en matière d'indice de référence initial, sa détermination par le biais d'un arrêté royal est devenu superflue : en conséquence, l'article 5 de l'arrêté royal du 11 janvier 1993 est supprimé.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,
Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO
Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le Conseil d'Etat, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de l'Economie, le 3 décembre 1998, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1993 fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires", a donné le 25 mars 1999 l'avis suivant :

Le projet n'appelle pas d'observation.

La chambre était composée de :

MM. :

D. Verbiest, président de chambre;
M. Van Damme, J. Smets, conseillers d'Etat;
G. Schrans, E. Wymeersch, assesseurs de la section de législation;
Mme A. Beckers, greffier.

La concordance entre la version néerlandaise et la version française a été vérifiée sous le contrôle de M. D. Verbiest.

Le rapport a été présenté par M. P. Depuydt, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. W. Pas, référendaire adjoint.

Le greffier,
A. Beckers.

Le président,
D. Verbiest.

20 AVRIL 1999. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 11 janvier 1993 fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire, notamment l'article 9 tel que modifié par la loi du 13 mars 1998 modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire et modifiant la loi du 13 avril 1995 modifiant la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire;

Vu l'arrêté royal du 11 janvier 1993 fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires;

Vu les avis de la Banque Nationale de Belgique du 23 avril 1998 et 31 août 1998;

Vu les avis de la Commission bancaire et financière du 30 avril 1998 et du 2 septembre 1998;

Vu l'avis de l'Office de Contrôle des Assurances du 27 juillet 1998 après consultation, par celui-ci, de la Commission des Assurances;

Vu la délibération du Conseil des Ministres, le 13 novembre 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 25 mars 1999 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996.

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 11 janvier 1993 fixant les indices de référence pour les taux d'intérêt variables en matière de crédits hypothécaires, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. — Au sens du présent arrêté on entend par :
la loi : la loi du 4 août 1992 relative au crédit hypothécaire;

Tenslotte wordt erop gewezen dat door de invoering van een wettelijke regeling inzake de oorspronkelijke referte-index (art. 9, § 1, 5°), zijn vaststelling via koninklijk besluit niet meer nodig is : artikel 5 van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 wordt dus geschrapt.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,
De Minister van Economie,
E. DI RUPO
De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De Raad van State, afdeling wetgeving, eerste kamer, op 3 december 1998 door de Minister van Economie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot vaststelling van de referte-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten", heeft op 25 maart 1999 het volgende advies gegeven :

Bij het ontwerp zijn geen opmerkingen te maken.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

D. Verbiest, kamervoorzitter;
M. Van Damme, J. Smets, staatsraden;
G. Schrans, E. Wymeersch, assessoren van de afdeling wetgeving;
Mevr. A. Beckers, griffier.

De overeenstemming tussen de Nederlandse en de Franse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer D. Verbiest.

Het verslag werd uitgebracht door de heer P. Depuydt, eerste auditeur. De nota van het coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de heer W. Pas, adjunct-referendaris.

De griffier,
A. Beckers.

De voorzitter,
D. Verbiest.

20 APRIL 1999. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot vaststelling van de referte-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet, inzonderheid op artikel 9 als gewijzigd door de wet van 13 maart 1998 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet en tot wijziging van de wet van 13 april 1995 tot wijziging van de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet;

Gelet op het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot vaststelling van de referte-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten;

Gelet op de adviezen van de Nationale Bank van België van 23 april 1998 en 31 augustus 1998;

Gelet op de adviezen van de Commissie voor het Bank- en Financieuzen van 30 april 1998 en 2 september 1998;

Gelet op het advies van de Controledienst voor de Verzekeringen van 27 juli 1998, na raadpleging van de Commissie voor Verzekeringen;

Gelet op de beraadslaging van de Ministerraad op 13 november 1998, betreffende de adviesaanvraag binnen een termijn van één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 25 maart 1999 met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen door de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en van Onze Minister van Financiën en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 11 januari 1993 tot vaststelling van de referte-indexen voor de veranderlijke rentevoeten inzake hypothecaire kredieten wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. — In dit besluit wordt bedoeld met :

de wet : de wet van 4 augustus 1992 op het hypothecair krediet;

le Fonds des Rentes : l'établissement public institué par l'arrêté-loi du 18 mai 1945 portant création d'un Fonds des Rentes;

l'indice de référence : la valeur de l'indice de référence visée à l'article 9, § 1^{er}, 5° et 6° de la loi. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. § 1^{er}. Pour un crédit en francs belges ou luxembourgeois ou dans l'unité monétaire euro, il convient de prendre un des indices de référence calculés mensuellement par le Fonds des Rentes, conformément aux règles fixées ci-après.

§ 2. L'indice A d'un mois civil est égal à la moyenne arithmétique des taux d'intérêt de référence, notés au cours du mois qui se termine le 10 de ce mois civil, de la ligne de certificats de trésorerie ayant la durée résiduelle la plus proche d'un an. Ces taux d'intérêt de référence sont ceux publiés quotidiennement par le Fonds des Rentes conformément à l'article 10, 2° de l'arrêté royal du 22 décembre 1995 relatif à l'organisation du marché secondaire hors bourse des obligations linéaires, des titres scindés et des certificats de trésorerie.

§ 3. Les indices B, C, D, E, F, G, H, I et J d'un mois civil sont égaux chacun à la moyenne arithmétique des taux de rendement théoriques, notés au cours du mois qui se termine le 10 de ce mois civil, des titres de la dette de l'Etat à respectivement 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 et 10 ans que le Fonds des Rentes détermine quotidiennement par interpolation mathématique. Le Fonds des Rentes procède à ces interpolations sur la base des taux d'intérêt ou cours de référence qu'elle publie conformément à l'article 10, 2° du même arrêté pour les certificats de trésorerie et obligations linéaires. Le Fonds des Rentes peut, pour une application adéquate de la méthode d'interpolation, se limiter aux observations relatives à certains de ces titres.

§ 4. Lorsque le taux d'intérêt du crédit est défini sur une période autre que l'année, l'indice de référence à prendre en considération est obtenu en convertissant l'indice annuel publié en un indice défini sur cette période, à l'aide de la formule des intérêts composés. La présente disposition ne s'applique pas aux contrats conclus avant le 1^{er} septembre 1998. »

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, les mots "Pour des crédits accordés dans une monnaie autre que le franc belge ou luxembourgeois" sont remplacés par les mots "Pour des crédits accordés dans une unité monétaire autre que celles visées à l'article 2".

Art. 4. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. La liste des indices de référence visés à l'article 2 est publiée au *Moniteur belge* le vingtième jour de chaque mois par les soins du Fonds des Rentes. Si ce jour n'est pas un jour de publication, elle est publiée le premier jour de publication suivant.

Les indices de référence sont publiés sous forme annuelle, semestrielle, trimestrielle et mensuelle.

Cette publication remplace celle qui était effectuée par les soins de l'Office de Contrôle, le dernier jour ouvrable du mois. »

Art. 5. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 avril 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

het Rentenfonds : de openbare instelling ingesteld door de besluitwet van 18 mei 1945 houdende oprichting van een Rentenfonds;

de referte-index : de waarde van de referte-index bedoeld in artikel 9, § 1, 5° en 6° van de wet. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. § 1. Voor een krediet in Belgische of Luxemburgse franken of in de munteenheid euro moet één van de referte-indexen worden genomen die maandelijks worden berekend door het Rentenfonds overeenkomstig de volgende voorschriften.

§ 2. Index A van een kalendermaand is gelijk aan het rekenkundig gemiddelde der referentierentevoeten, opgetekend gedurende de maand die eindigt op de 10de van die kalendermaand, van de lijn van de schatkistcertificaten waarvan de residuele looptijd het dichtst bij een jaar is. Deze referentierentevoeten worden dagelijks door het Rentenfonds bekendgemaakt overeenkomstig artikel 10, 2° van het koninklijk besluit van 22 december 1995 betreffende de organisatie van de secundaire buiten-beursmarkt van de lineaire obligaties, de gesplitste effecten en de schatkistcertificaten.

§ 3. De indexen B, C, D, E, F, G, H, I en J van een kalendermaand zijn ieder gelijk aan het rekenkundig gemiddelde der theoretische rendementsvoeten, opgetekend gedurende de maand die eindigt op de 10de van die kalendermaand, van de effecten van de Staatsschuld over respectievelijk 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9 en 10 jaar die het Rentenfonds dagelijks bepaalt door wiskundige interpolatie. Het Rentenfonds voert die interpolaties uit op basis van de referentierentevoeten of -koersen die zij voor de schatkistcertificaten en lineaire obligaties bekendmaakt overeenkomstig artikel 10, 2° van hetzelfde besluit. Voor een gepaste toepassing van de interpolatiewerkwijze kan het Rentenfonds zich beperken tot de waarnemingen van sommige waarden.

§ 4. Indien de rentevoet van het krediet op een andere periode slaat dan één jaar, wordt de in aanmerking te nemen referte-index bekomen door de bekendgemaakte jaarindex om te zetten in een index die slaat op die periode, met behulp van de formule van samengestelde interest. Deze bepaling is niet van toepassing op de overeenkomsten die werden gesloten vóór 1 september 1998. »

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "Voor de kredieten toegestaan in een andere munt dan de Belgische of Luxemburgse frank" vervangen door de woorden "Voor de kredieten toegestaan in een andere munteenheid dan die bedoeld zijn in artikel 2".

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. Door toedoen van het Rentenfonds wordt de lijst van de in artikel 2 bedoelde referte-indexen maandelijks in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt, op de twintigste dag. Indien deze dag geen dag van publicatie is, wordt hij bekendgemaakt op de volgende dag van publicatie.

De referte-indexen worden onder jaarlijkse, semestriële, trimestriële en maandelijksse vorm gepubliceerd.

Deze bekendmaking vervangt die welke door toedoen van de Controledienst werd uitgevoerd op de laatste werkdag van de maand. »

Art. 5. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Economische Zaken behoren, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 april 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
E. DI RUPO

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR